

Synthèse du Rapport d'Orientation Nos propositions pour « Mieux d'Europe »

1. Notre diagnostic lucide sur l'Europe

1.1. Une Europe de paix et de commerce

De la guerre à la paix : aux origines du projet européen, le développement du commerce facteur de paix. Des élargissements successifs ont agrandi l'Europe en cours d'approfondissement. Enfin, un élargissement historique facteur de Paix à l'Est a stoppé la convergence et créé de nouvelles tensions. Il a favorisé des distorsions de concurrence au sein de l'UE avec un développement inquiétant des subsidiarités.

La paix et le commerce sont des réussites évidentes et majeures de la construction européenne. Toutefois, pour les citoyens de l'Union et notamment les agriculteurs, cela ne suffit plus aujourd'hui à faire adhérer au projet européen. Pour nous agriculteurs français, ce projet ne peut se résumer à un grand marché, d'autant moins que malgré le dogme de la concurrence, on peut s'interroger valablement sur son caractère supposé libre et non faussé !

1.2. Une construction démocratique, qui dérive vers une technocratie

La méthode communautaire possède un fonctionnement calqué sur la 5e République avec une coopération démocratique fondée sur le droit. Mais ce Droit et les interprétations juridiques se sont progressivement substitués à la politique. On ne sait même plus qui est responsable des décisions de « Bruxelles » ou si les décisions sont élaborées intelligemment !

Et pourtant le niveau de gouvernance pertinent reste bien européen et la FNSEA a fait le choix européen depuis 1950 et s'est organisée pour être présentes à Bruxelles depuis 1958.

Presque 30 ans après l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct et malgré l'élection du collège des Commissaires de la Commission européenne par ce Parlement, l'échelon européen n'est toujours pas le lieu d'expression démocratique des peuples, qui attachent encore profondément cette représentativité à l'échelon national.

La méconnaissance et les dérives observées ont créé une défiance vis-à-vis de l'UE et de son fonctionnement qui met en danger le projet européen lui-même, comme le Brexit l'a prouvé.

1.3. La PAC un ciment historique qui s'effrite

La Politique agricole commune (PAC) est une politique de sécurité alimentaire, qui a subi des réformes majeures en évoluant d'une politique de prix, à une politique d'aides directes avec des préoccupations environnementales imposées par la contrainte et une perte d'outils d'intervention, tout en maintenant des mesures spécifiques et régionalisées.

Au cours de son histoire, la PAC a largement atteint ses objectifs, en favorisant l'augmentation de la productivité du secteur agricole, en proposant aux consommateurs les produits alimentaires de la meilleure qualité sanitaire dans le monde et dans l'histoire, en développant des indications géographiques, en promouvant un développement territorial équilibré au sein de l'Union européenne, en favorisant la constitution de l'industrie agro-alimentaire européenne, premier

secteur industriel en termes d'emplois dans l'Union, en assurant sa compétitivité vis-à-vis des pays tiers, en renforçant la prise en compte des préoccupations environnementales, en proposant des solutions face aux nouveaux défis, comme le changement climatique.

Mais avec ses évolutions et une approche administrative et « hors sol », la PAC actuelle a conduit à une perte de repère et à une prise de distance entre les agriculteurs et l'Europe. La PAC est devenue illisible et incompréhensible pour les agriculteurs européens.

1.4. Une absence de vision partagée dans un contexte international incertain

Les dirigeants d'aujourd'hui n'ont pas donné de vision sur le rôle de l'Union européenne ou sur celui de l'agriculture en Europe. Il existe une forte instabilité géopolitique dans le monde, renforcé par la multiplication des accords bilatéraux et un moteur franco-allemand essoufflé. Le processus du Brexit renforce ces incertitudes.

Cette absence de vision partagée pour un avenir meilleur, alors que les défis qui nous font face sont d'une ampleur sans précédent, nous interpelle. Ils ne peuvent être traités de façon fragmentée par pays ou par sujet. Il faut une mise en perspective et des réponses coordonnées, par exemple sur la base d'accords franco-allemands qui exercent un entrainement des autres Etats membres.

1.5. L'Europe est un géant économique, mais reste un nain politique dans le monde

Cette première puissance économique que représente l'UE, n'a toujours pas de reconnaissance politique équivalente au niveau international, à l'exception du cercle assez fermé de l'OMC.

1.6. Scénario de politique fiction : Et si demain, la France sortait de l'Union européenne le « Frexit » ce serait une catastrophe économique !

Ce diagnostic lucide de 60 ans de construction européenne nous inquiète, mais cependant nous oblige ! Nous qui avons pu bénéficier de 60 ans de paix et d'une dynamique positive, quelle Europe souhaitons-nous laisser à nos enfants ?

Nous nous inscrivons dans la perspective du développement durable, c'est-à-dire dans un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins :

- une économie qui fonctionne, et pour nous des exploitations agricoles rentables, résilientes et compétitives,
- une société qui sait vivre ensemble, avec une bonne qualité de vie, notamment dans des zones rurales dynamiques et solidaires, qui permettent un renouvellement des générations,
- un environnement qui non seulement doit être de qualité et sain, mais qui pour nous est la base même de notre activité et que l'on doit préserver et même améliorer pour les générations futures,

Cela signifie aussi une Europe refondée qui garantit la paix pour ses membres, comme elle le fait depuis 60 ans, qui adopte des règlements compréhensibles et adaptés à la réalité, et notamment une politique agricole commune qui remplit les objectifs du Traité de Rome,

2. Sur quels leviers agir pour « Mieux d'Europe »?

2.1. L'Union européenne doit relever de nouveaux défis

C'est sans doute pourquoi l'Union européenne fait l'objet de fortes déceptions. C'est que beaucoup est attendu de sa part, lorsque l'on pressent intuitivement, que nos Etats n'en sont plus capables. Ces défis variés et nombreux, que l'UE a devant elle, il faut les relever de façon articulée, conjointement et en bénéficiant au maximum des synergies de l'échelon européen.

2.2. L'Union européenne doit être plus harmonisée et solidaire

La convergence entre les politiques menées dans les Etats membres doit être relancée :

- Sur les normes du marché unique, les normes « CE »
- Sur les coûts du travail
- Sur la fiscalité
- Sur les mesures sanitaires
- Sur les normes environnementales
- Sur les normes de bien-être des animaux

Mais une « certaine » subsidiarité demeure indispensable pour gérer la diversité de l'UE.

La solidarité très encadrée vis-à-vis des PECO a conduit leurs dirigeants à utiliser leurs avantages comparatifs – faible salaire, fiscalité attractive – et l'évolution de ces pays a été spectaculaire. Mais en conséquence chaque Etat a fait de même et nous sommes passés à un jeu non coopératif, la convergence n'a pas eu lieu et la concurrence intra-européenne s'est généralisée. Ce cercle vicieux doit être interrompu !

2.3. La solution pragmatique est connue, il faut des « groupes pionniers » qui ouvrent la voie à une véritable Union économique, financière, bancaire et budgétaire

Le rôle du couple franco-allemand et de la zone euro est fondamentale dans cette évolution.

2.4. Le budget européen doit être renforcé et indépendant des contributions nationales

Il est nécessaire d'avoir un budget à la hauteur des ambitions de l'UE.

2.5. Vers une Europe qui protège et s'affirme sur la scène internationale

Nous voulons :

Une Europe qui remplit son rôle de coordination des politiques nationales afin d'accéder à une véritable harmonisation sociale. Une Europe qui recrée sa cohérence et sa cohésion communautaire par de réelles coopérations et convergences plutôt qu'en laissant s'accroître les divergences de règles et d'intérêts. Une Europe sociale solide qui participera à l'équilibre de son marché unique.

Une Europe qui lève les freins à la compétitivité sur son marché unique en le rendant sain, équitable et juste. Une Europe qui permet à toutes ses entreprises d'évoluer dans des conditions de concurrence loyale, sans surcharge administrative.

2.6. Gouvernance : L'UE est une démocratie représentative, mais il faut renforcer le rôle des élus politiques qui doivent être responsables devant les citoyens.

Une gouvernance mieux définie et mieux comprise, car mieux expliquée, est urgente pour l'avenir de l'Union européenne. Ce lien entre l'Union européenne et ses citoyens doit se reconstruire sur des bases renouvées afin de recréer de la confiance, du dynamisme et de l'espoir pour l'avenir de notre continent et de notre planète.